

SENAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1993-1994

29 MARS 1994

Projet de loi créant un registre d'attente pour les étrangers qui se déclarent réfugiés ou qui demandent la reconnaissance de la qualité de réfugié

RAPPORT
FAIT AU NOM
DE LA COMMISSION
DE L'INTERIEUR
PAR M. CANNAERTS

EXPOSE INTRODUCTIF DU MINISTRE DE L'INTERIEUR

Le ministre de l'Intérieur déclare qu'il faut replacer le projet dans l'ensemble de la politique suivie en matière de population et à l'égard des étrangers et des demandeurs d'asile et qu'il y a lieu de souligner en

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : MM. Pede, président, Cardoen, Daras, de Donnée, De Loor, Flagothier, Guillaume, Mme Lieten-Croes, MM. Pinoie, Scharff, Suykerbuyk, Tavernier, Mme Tyberghien-Vandenbussche, MM. Van Aperen, Vancrombrugge et Cannaerts, rapporteur.
2. Membres suppléants : MM. Appeltans et Snappe.
3. Autre sénateur : M. Desmedt.

R. A 16531

Voir :

Document du Sénat :

1015-1 (1993-1994) : Projet transmis par la Chambre des représentants.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1993-1994

29 MAART 1994

Ontwerp van wet tot oprichting van een wachtregister voor vreemdelingen die zich vluchteling verklaren of die vragen om als vluchteling te worden erkend

VERSLAG
NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT
DOOR DE HEER CANNAERTS

INLEIDENDE UITEENZETTING VAN DE MINISTER VAN BINNENLANDSE ZAKEN

De Minister van Binnenlandse Zaken verklaart dat het ontwerp moet worden gezien in het geheel van de bevolkingspolitiek en het beleid ten overstaan van vreemdelingen en asielzoekers en dat in het bijzonder

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de heren Pede, voorzitter, Cardoen, Daras, de Donnée, De Loor, Flagothier, Guillaume, mevr. Lieten-Croes, de heren Pinoie, Scharff, Suykerbuyk, Tavernier, mevr. Tyberghien-Vandenbussche, de heren Van Aperen, Vancrombrugge en Cannaerts, rapporteur.
2. Plaatsvervangers : de heren Appeltans en Snappe.
3. Andere senator : de heer Desmedt.

R. A 16531

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

1015-1 (1993-1994) : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

particulier le lien de cohérence réunissant les mesures proposées à l'ensemble des règles et initiatives prises en ces domaines.

En effet, les Belges sont inscrits dans les registres de la population et au Registre national des personnes physiques. Les étrangers séjournant légalement dans le pays sont inscrits au registre des étrangers et au Registre national. En revanche, le demandeur d'asile reçoit bien une attestation comme quoi il a introduit une demande d'asile, mais, ensuite, il peut en quelque sorte disparaître dans la nature. S'il se fait inscrire quelque part, c'est tant mieux, mais s'il ne fait pas le nécessaire ou tente de se faire inscrire dans une commune mais que celle-ci refuse, alors il disparaît sans laisser de traces.

Le projet est donc une tentative en vue d'instaurer pour les demandeurs d'asile et les autres catégories de personnes à statut particulier, tel le statut de complaisance des réfugiés de l'ex-Yougoslavie, une forme d'enregistrement comme il en existe une pour les Belges et les étrangers résidant légalement dans le pays. Tel est l'objet du registre d'attente.

En effet, la situation actuelle n'offre que des inconvénients. Elle conduit inévitablement à des situations floues et à des désordres administratifs : impossibilité de retrouver les intéressés, de les convoquer, de gérer leurs dossiers, bref, de les administrer comme les autres.

La mesure envisagée s'inscrit également dans l'ensemble des mesures prises pour pouvoir maîtriser le phénomène de l'asile politique et, surtout, les abus auxquels il donne lieu, abus qui se produisent quotidiennement et ce, du reste, dans certains cas, avec l'appui actif de certains juristes belges.

La réglementation proposée est également indispensable si l'on veut répartir de manière équilibrée, entre les communes, les charges de la politique menée en matière d'asile et organiser un système informatisé permettant de suivre de près l'évolution des dossiers.

On peut raisonnablement supposer à cet égard qu'un tiers environ des 30 000 demandeurs d'asile dont le dossier est pendant au Commissariat général aux réfugiés, ne se présenteront plus jamais, pour la simple raison que, dans l'intervalle, ils auront quitté le pays. En effet, jusqu'il y a peu, il suffisait d'avoir introduit une demande d'asile pour pouvoir travailler légalement, si bien que de nombreuses demandes étaient introduites exclusivement pour cette raison. Or, après avoir travaillé pendant quelques mois, par exemple dans le secteur de la cueillette des fruits, les intéressés rentraient chez eux, sans qu'il fût mis fin à l'obligation de poursuivre l'examen de leur demande d'asile.

de samenhang moet worden benadrukt van de voorgestelde maatregelen met het geheel van de regels en initiatieven in deze aangelegenheden.

De Belgen worden immers ingeschreven in het bevolkingsregister en in het rijksregister van de natuurlijke personen. De legaal in het land verblijvende vreemdelingen worden ingeschreven in het vreemdelingenregister en in het rijksregister. De asielzoeker daarentegen ontvangt wel een bewijs dat hij een asiel-aanvraag heeft ingediend, maar kan dan als het ware in de natuur verdwijnen. Als hij zich ergens laat inschrijven, dan is dat zoveel te beter, maar als hij niet het nodige doet, of wel een poging doet om zich te laten inschrijven in een gemeente, maar die weigert, dan verdwijnt hij zonder spoor.

Wat voorligt is dus een poging om voor de asielzoekers en voor andere categorieën van personen met een bijzonder statuut, zoals het zogenaamde gedoogstatuut voor de vluchtelingen uit ex-Joegoslavië, een vorm van registratie in te voeren zoals voor de Belgen en de legaal in het land verblijvende vreemdelingen. Dat is het opzet van het wachtregister.

De bestaande toestand biedt immers niets dan nadelen. Hij leidt onvermijdelijk tot wazige toestanden en tot administratieve wanorde: onmogelijkheid de betrokkenen terug te vinden, te convoceren, hun dossier te beheren, kortom, ze te besturen zoals de anderen.

De geplande maatregel kadert eveneens in het geheel van de maatregelen die genomen worden om het fenomeen van het politiek asiel en vooral het misbruik dat van het asiel wordt gemaakt te kunnen beheersen, misbruik dat dagelijks voorkomt, in een aantal gevallen trouwens met de actieve steun van bepaalde Belgische juristen.

De voorgestelde regeling is tevens onontbeerlijk als men ertoe wil komen de lasten van het asielbeleid evenwichtig te verdelen tussen de gemeenten en een geïnformatiseerd systeem ter beschikking te stellen dat het mogelijk maakt de evolutie van de dossiers op de voet te volgen.

Zo mag men geredelijk aannemen dat van de 30 000 asielaanvragers wier dossier hangende is bij het Commissariaat-generaal voor de vluchtelingen, ongeveer een derde nooit meer zal opduiken om de eenvoudige reden dat zij ondertussen het land opnieuw hebben verlaten. Tot in het recente verleden volstond een asielaanvraag immers om wettelijk te mogen werken, en veel aanvragen werden dan ook uitsluitend om die reden ingediend. Na enkele maanden te hebben gewerkt, bijvoorbeeld in de fruitpluk, keerden de betrokkenen dan naar huis terug, wat niet belet dat het dossier van de asielaanvraag verder moet worden behandeld.

Il est d'ailleurs frappant que le nombre des demandeurs d'asile a sensiblement baissé depuis que les règles ont été modifiées et que les demandeurs d'asile ne peuvent plus commencer à travailler qu'après que le stade de l'examen de la recevabilité de leur demande a été dépassé.

En ce qui concerne la répartition équilibrée des charges de la politique menée en matière d'asile entre les différentes communes, le ministre ajoute que le projet en discussion fournit la base nécessaire au plan de répartition. Un projet d'arrêté royal sur le sujet a été soumis pour avis au Conseil d'Etat, mais il va de soi qu'il ne sera adopté que si la réalisation du plan de répartition est possible et, à cet égard, le registre d'attente revêt une importance essentielle.

Par ailleurs, il faut signaler qu'en ce qui concerne le projet en discussion, le Conseil d'Etat voyait des inconvénients, non pas à imposer une adresse d'inscription aux demandeurs d'asile, mais à imposer une résidence. L'on peut émettre des réserves au sujet de cette nuance, mais il est assurément préférable, pour éviter l'introduction de nombreuses actions judiciaires, que le législateur n'ignore pas l'objection du Conseil d'Etat.

C'est pourquoi l'on a opté, avec la collaboration du ministre de la Santé publique, qui a l'accueil matériel des réfugiés dans ses attributions, pour un système dans lequel les demandeurs d'asile et les communes ont intérêt à ce que l'adresse d'inscription soit aussi l'adresse de résidence effective.

C'est le seul moyen de prévenir la formation de ghettos dans certaines villes ou communes. Les véritables réfugiés politiques, c'est-à-dire la petite minorité d'étrangers menacés de réclusion, de tortures, etc., qui ont fui leur pays, sont déjà heureux de pouvoir trouver un accueil en Belgique et ne manifestent généralement aucune préférence pour une région ou une commune déterminée. Par contre, ceux qui sont acheminés en Belgique par des filières s'installent à l'endroit que les organisations de ces filières leur indiquent ou à l'endroit où leurs prédécesseurs se sont établis, avec toutes les conséquences de la chose. Il faut enrayer cette formation de ghettos.

En ce qui concerne les aspects techniques du projet, le ministre renvoie à l'exposé des motifs.

DISCUSSION GENERALE

Un membre estime que le projet constitue une tentative plus que louable de mettre de l'ordre en la matière. Il permettra également de prévenir de nombreux problèmes. Plusieurs membres partagent ce point de vue.

Het is trouwens tekenend dat het aantal asielzoekers merkkelijk gedaald is sedert de regels gewijzigd zijn, en men slechts mag werken na het stadium van het onderzoek van de ontvankelijkheid van de aanvraag.

Wat de evenwichtige verdeling van de lasten van het asielbeleid tussen de verschillende gemeenten betreft wijst de Minister er nog op dat het ontwerp dat voorligt de noodzakelijke basis is voor het spreidingsplan. Een ontwerp van koninklijk besluit ter zake werd voor advies voorgelegd aan de Raad van State, maar het zal uiteraard slechts worden uitgevaardigd als het spreidingsplan ook effectief kan worden waargemaakt en daarvoor is het wachtregister van essentieel belang.

Anderzijds moet er worden op gewezen, wat het voorliggend ontwerp betreft, dat de Raad van State geen bezwaar had tegen het opleggen van een inschrijvingsadres aan de asielzoekers, maar wel tegen het opleggen van een verblijfplaats. Men kan zijn bedenkingen hebben bij die nuance, maar het is allicht beter dat de wetgever niet over het bezwaar van de Raad van State heen stapt om te vermijden dat het tot talrijke rechtsgedingen zou komen.

Daarom werd met medewerking van de Minister van Volksgezondheid, die instaat voor de materiële opvang van de vluchtelingen, geopteerd voor een systeem waarbij de asielzoekers en de gemeenten er belang bij hebben dat het inschrijvingsadres ook het echte verblijfsadres zou zijn.

Dat is ook de enige manier om gettovorming in bepaalde steden of gemeenten te voorkomen. De echte politieke vluchtelingen, dus de kleine minderheid die hun land ontvluchten onder bedreiging van opsluiting, foltering, enz, is al blij zijn toevlucht in België te kunnen zoeken en heeft over het algemeen geen voorkeur voor een bepaalde streek of gemeente. Degenen daarentegen die door filières naar België worden gebracht vestigen zich op de plaats die de filière aanwijst of waar hun voorgangers zich vestigden, met alle gevolgen van dien. Aan die gettovorming moet een einde komen.

Voor de technische aspecten van het ontwerp verwijst de Minister naar de memorie van toelichting.

ALGEMENE BESPREKING

Een lid is van oordeel dat het ontwerp een meer dan verdienstelijke poging is om orde op zaken te stellen. Dat kan ook veel problemen voorkomen. Meerdere leden sluiten zich bij die zienswijze aan.

Un membre demande ce que l'on entend exactement par « demandeurs d'asile » et, en particulier, par « réfugiés politiques ». Il semblerait d'ailleurs que la deuxième notion suscite plus de résistance que la première.

Par ailleurs, l'intervenant demande qui sera exactement inscrit au registre d'attente et, dans le même ordre d'idées, si un non-Belge peut avoir un avantage matériel à être inscrit au registre d'attente plutôt qu'au registre des étrangers. Que coûte l'accueil des candidats-réfugiés inscrits au registre d'attente et dans quelle mesure l'Etat fédéral participe-t-il aux frais d'accueil?

Dans le même ordre d'idées, un membre déclare que la loi en projet apporte, en tout cas, une amélioration par rapport à la situation existante, parce qu'il clarifie les choses et que l'inscription des intéressés dans un registre permet de disposer de certaines données qui feraient défaut autrement.

Dans le registre d'attente d'une commune sont inscrits, outre les candidats-réfugiés qui établissent leur résidence principale dans cette commune, les candidats-réfugiés que le ministre compétent attribue d'office à cette commune en application du plan de répartition.

Il serait dès lors souhaitable, d'après l'intervenant, que la commission soit informée de ce plan de répartition. Tient-on compte de la situation existante, par exemple du fait qu'une commune compte déjà un certain nombre de candidats-réfugiés sur son territoire?

D'autre part, n'est-il pas anormal que des personnes qui ne résident pas dans une commune déterminée et qui n'ont pas l'intention de le faire soient quand même inscrites au registre d'attente de cette commune et soient à la charge du C.P.A.S. de celle-ci? Cela n'amènera-t-il pas toutes sortes de problèmes pratiques?

Un membre déclare que le projet a le mérite de régler l'enregistrement d'un groupe de personnes dont on ne peut, sinon, que difficilement retrouver la trace.

L'intervenant demande combien de candidats-réfugiés résident actuellement en Belgique et si l'on a une idée de l'évolution de leur nombre dans l'avenir, pour autant que celle-ci peut être prédite avec quelque précision. En effet, les pays voisins prennent aussi des mesures à l'encontre des abus manifestes, ce qui peut mener à un déplacement des flux de réfugiés.

L'intervenant souligne également qu'il faudra aussi prendre un certain nombre de mesures d'accompagnement. Il faudrait, par exemple, mettre

Een lid vraagt wat men precies verstaat onder « asielzoekers » en vooral onder « politieke vluchtelingen ». De tweede term schijnt trouwens meer weerstand op te roepen dan de eerste.

Anderzijds vraagt het lid wie precies zal worden ingeschreven in het wachtregister, en aansluitend daarbij, of een niet-Belg er materieel voordeel kan bij hebben in het wachtregister te worden ingeschreven, liever dan in het vreemdelingenregister. Wat kost de opvang van kandidaat-vluchtelingen die in het wachtregister worden ingeschreven en in welke mate draagt de federale Staat bij in de kosten van hun opvang?

Daarbij aansluitend verklaart een lid dat het ontwerp alleszins een verbetering betekent ten opzichte van de bestaande toestand omdat het tenminste gedeeltelijk klaarheid schept en het mogelijk maakt door de inschrijving van de betrokkenen in een register te beschikken over een aantal gegevens waarover men anders niet beschikt.

In het wachtregister van een gemeente worden naast de kandidaat-vluchtelingen die hun hoofdverblijfplaats vestigen in die gemeente, ook de kandidaat-vluchtelingen ingeschreven die door de bevoegde Minister ambtshalve aan die gemeente worden toegewezen met toepassing van het spreidingsplan.

Het zou dan ook wenselijk zijn, aldus het lid, dat de Commissie zicht zou hebben op dat spreidingsplan. Houdt men rekening met de bestaande toestand, bijvoorbeeld met het feit dat een gemeente reeds een aantal kandidaat-vluchtelingen op haar grondgebied telt?

Is het anderzijds geen anomalie dat personen die niet in een bepaalde gemeente verblijven en niet de bedoeling hebben dat te doen, toch in het wachtregister van die gemeente worden ingeschreven en ten laste zijn van haar O.C.M.W.? Zal dat geen aanleiding geven tot allerlei praktische problemen?

Een lid verklaart dat het ontwerp de verdienste heeft de registratie te regelen van een groep van personen die anders moeilijk kunnen worden teruggevonden.

Het lid vraagt hoeveel kandidaat-vluchtelingen op dit ogenblik in België verblijven en of men enig zicht heeft op de evolutie van het aantal kandidaat-vluchtelingen in de toekomst, voor zover men dat met enige precisie kan voorspellen. Ook de buurlanden nemen immers maatregelen tegen de manifeste misbruiken, wat kan leiden tot een verplaatsing van de vluchtelingenstromen.

Het lid wijst er tevens op dat ook een aantal begeleidende maatregelen zullen moeten worden getroffen. Er zou bijvoorbeeld werk moeten worden

au point un document d'identité inimitable pour les candidats-réfugiés inscrits dans le registre d'attente, ainsi qu'une banque d'empreintes digitales, afin d'éviter, par exemple, que des demandeurs d'asile qui ont été déboutés en Belgique ou dans un autre pays de l'Union européenne ne se présentent à nouveau sous une autre identité.

Un autre membre attire également l'attention sur la nécessité d'un titre d'identité infalsifiable pour les étrangers inscrits dans le registre d'attente, même si ce n'est que dans le but de pouvoir effectuer un contrôle d'identité des candidats-réfugiés dont la demande a été rejetée.

Enfin, l'intervenant souligne que l'inscription prolongée d'étrangers dans le registre d'attente d'une commune entraîne indubitablement des frais pour cette commune. L'on peut, par exemple, songer à la situation financière déplorable de l'hôpital universitaire Saint-Pierre à Bruxelles, laquelle est due partiellement au fait que cet hôpital est l'un des seuls à offrir l'assistance médicale indispensable sans vérifier préalablement si l'intéressé est solvable.

Par conséquent, ne serait-il pas possible de prendre en compte, dans le chiffre de la population, les étrangers qui sont inscrits au registre d'attente depuis un nombre de mois à déterminer?

L'intervenant conclut en disant que le registre d'attente constituera un bon instrument pour maîtriser le problème des étrangers et prévenir un pourrissement de la situation, mais il espère qu'outre sa volonté politique, le ministre mettra à disposition les moyens matériels nécessaires pour arriver à une bonne répartition des étrangers.

Il ne serait pas justifié que toute la charge en incombe à un nombre limité de communes.

Dans le même ordre d'idées, un membre déclare que l'on vise, à juste titre, à une répartition équitable des étrangers sur l'ensemble du territoire, bien qu'il soit possible que dans les communes vraiment rurales, la présence d'étrangers suscite une résistance psychologique plus importante de la part de la population, et donc aussi des responsables, que dans les zones urbaines.

Dès lors, l'intervenant pense que l'idée émise par le ministre lors du débat à la Chambre des représentants, de tenir des réunions d'information au niveau provincial à l'intention des bourgmestres, devrait en tout cas être mise en pratique et qu'il serait utile d'y inviter également les présidents des C.P.A.S.

Un membre déclare que le principe proposé, à savoir la création d'un registre d'attente et l'inscription administrative dans une commune déter-

gemaakt van een onvervalsbaar identiteitsdocument voor de kandidaat-vluchtelingen die in het wachtregister zijn ingeschreven, en van een digitale vingerafdrukkenbank, bijvoorbeeld om te vermijden dat asielzoekers die in België of in een ander land van de Europese Unie afgewezen werden zich opnieuw zouden aandienen onder een andere identiteit.

Een ander lid wijst eveneens op de noodzaak van een onvervalsbaar identiteitsbewijs voor de vreemdelingen die in het wachtregister worden ingeschreven, al was het maar om een identiteitscontrole mogelijk te maken op de kandidaat-vluchtelingen wier aanvraag is afgewezen.

Tenslotte wijst het lid erop dat vreemdelingen die al gedurende een zekere periode in het wachtregister van een gemeente zijn ingeschreven ontegensprekelijk ook kosten meebrengen voor die gemeente. Er kan bijvoorbeeld worden verwezen naar de slechte financiële toestand van het Universitair Ziekenhuis Sint-Pieter te Brussel, die gedeeltelijk te wijten is aan het feit dat het een van de weinige ziekenhuizen is dat de noodzakelijke medische bijstand verleent zonder eerst na te gaan of de betrokkene wel solvabel is.

Zou het bijgevolg niet mogelijk zijn de vreemdelingen die reeds sedert een nader te bepalen aantal maanden in het wachtregister zijn ingeschreven mee te tellen in het bevolkingscijfer?

Het lid besluit dat het wachtregister een goed instrument zal zijn om het vluchtelingenprobleem te beheersen en een verdere verzieking ervan te voorkomen, maar hoopt dat naast de politieke wil in hoofde van de Minister, ook de nodige materiële middelen zullen aanwezig zijn om tot een goede spreiding van de vluchtelingen te kunnen komen.

Het mag niet zijn dat alle lasten op de schouders belanden van een beperkt aantal gemeenten.

Daarbij aansluitend verklaart een lid dat terecht gestreefd wordt naar een billijke spreiding van de vluchtelingen over het gehele land, al zou het kunnen dat de aanwezigheid van vreemdelingen in de echt landelijke gemeenten een grotere psychologische weerstand oproept bij de bevolking en dus ook bij de verantwoordelijken dan in de verstedelijkte gebieden.

Het lid meent dan ook dat het idee van informatievergaderingen voor de burgemeesters op het provinciaal niveau, waarvan de Minister gewag heeft gemaakt in de Kamer van volksvertegenwoordigers, in elk geval moet worden uitgevoerd, en dat het nuttig kan zijn ook de O.C.M.W.-voorzitter op die informatievergaderingen uit te nodigen.

Een lid verklaart dat het principe van wat voorligt, namelijk de invoering van het wachtregister en de administratieve inschrijving in een bepaalde

minée, n'est pas mauvais, ne fût-ce que parce que ce système permet de répartir équitablement les charges entre les différentes communes.

Si des questions se posent, c'est sur le plan de la réalisation pratique; à cet égard, il est dommage que les parlementaires doivent se contenter de ce qu'ils peuvent lire dans la presse et ne puissent disposer du texte du projet d'arrêté royal auquel le ministre a fait allusion dans son exposé introductif.

Il faut également tenir compte du fait que l'être humain qui se trouve dans une situation sociale difficile déploie généralement des trésors d'ingéniosité pour s'en sortir.

Le risque d'effets pervers au moment de la réalisation concrète des plans est donc réel, surtout en ce qui concerne les mesures visant à faire coïncider la résidence effective avec l'adresse d'inscription obligatoire.

L'intervenant demande s'il est par exemple exact que le candidat-réfugié sera régulièrement invité à se présenter à la commune où il s'est inscrit, dans le but précisément de l'inciter à y résider réellement afin d'être débarrassé des tracasseries. Va-t-on instaurer un nouveau genre de contrôle par pointage? Quelle sanction infligera-t-on si l'intéressé ne répond pas à cette invitation? L'intervenant craint que ce ne soit là une mesure qui pourrait avoir un effet contraire, parce que certains demandeurs d'asile préféreront peut-être disparaître dans la nature afin d'éviter les complications.

Avant de répondre aux questions concrètes, le ministre souhaite une fois de plus attirer l'attention sur le fait que la problématique des réfugiés ne peut recevoir qu'une solution globale, nécessitant que toutes les parties de l'ensemble s'emboîtent exactement les unes dans les autres: l'adaptation de la législation concernant l'accès au territoire, le renforcement des services, les dispositions matérielles nécessaires, et, maintenant, la mise en œuvre du registre d'attente, etc.

C'est ce qui a été entrepris depuis 1992.

Il est en effet nécessaire de pouvoir maîtriser tous les éléments du dossier, depuis le jour où l'intéressé arrive en Belgique jusqu'au jour où soit il obtient le statut de réfugié, soit il quitte le territoire ou en est éloigné.

En fait, il faut commencer à agir préalablement à la venue dans notre pays des candidats-réfugiés; il faut plus particulièrement prendre des mesures pour découvrir les voies de pénétration utilisées par les filières organisées.

Ce sont d'ailleurs les mêmes types de filières qui s'occupent de la traite des femmes, du petit trafic de la

gemeente, zeker niet slecht is, al was het maar omdat die regeling het mogelijk maakt de lasten billijk te spreiden over de verschillende gemeenten.

Als er toch vragen rijzen, dan is dat op het vlak van de praktische uitwerking, al is het jammer dat de parlementsleden wat dat betreft vooral moeten afgaan op wat in de pers is verschenen en niet kunnen beschikken over de tekst van het ontwerp van koninklijk besluit waarnaar de Minister verwees in zijn inleidende uiteenzetting.

Men moet er ook rekening mee houden dat het eigen is aan de mens dat wie in een sociaal moeilijke toestand verzeilt een grote vindingrijkheid aan de dag legt om zich erdoor te slaan.

Het risico bestaat dan ook dat men zekere perverse effecten zou uitlokken bij de concrete tenuitvoerlegging van de plannen, vooral op het niveau van de maatregelen die strekken om de feitelijke verblijfplaats te doen samenvallen met het verplicht inschrijvingsadres.

Is het bijvoorbeeld juist, aldus het lid, dat de kandidaat-vluchteling regelmatig zal worden uitgenodigd om zich aan te bieden in de gemeente van inschrijving, precies met de bedoeling hem aan te sporen zich daadwerkelijk in die gemeente te vestigen om van die last af te zijn? Zal men een nieuw soort stempelcontrole invoeren? Welke sanctie zal gelden als de betrokkene niet ingaat op de uitnodiging? Het lid vreest dat dit het soort maatregel is dat een averechts effect zou kunnen hebben omdat sommige asielzoekers misschien zullen verkiezen in de natuur te verdwijnen om van de complicaties af te zijn.

Alvorens in te gaan op de concrete vragen wenst de Minister er nogmaals op te wijzen dat het hele vluchtelingenprobleem slechts met een globale aanpak kan worden beheerst, waarbij alle delen van het geheel precies in elkaar moeten passen: de aanpassing van de wetgeving met betrekking tot de toegang tot het grondgebied, de versterking van de diensten, de nodige materiële schikkingen, en nu de invoering van het wachtregister, enz.

Het is dat werk dat ondernomen werd sedert 1992.

Men moet inderdaad alle elementen van het dossier kunnen beheersen vanaf het ogenblik dat de betrokkene in België aankomt, tot op het ogenblik waarop hij het statuut van vluchteling bekomt of van het grondgebied vertrekt of verwijderd wordt.

In feite begint de aanpak al voor de kandidaat-vluchtelingen hier toekomen, meer bepaald met maatregelen om zicht te krijgen op de toevoerlijnen van de georganiseerde filières.

Het is trouwens hetzelfde soort filières dat zich ook inlaat met vrouwenhandel, kleine drugstrafiek,

drogue, du travail au noir, etc. L'on a confié cette mission à des officiers de liaison à l'étranger, tout comme on a spécialement chargé un ambassadeur du dossier des réfugiés.

En dehors de cela, il faut également régler l'accueil des candidats-réfugiés, sur le plan tant de la procédure que de l'équipement des services compétents, afin de permettre un examen plus rapide des dossiers, en prévoyant les possibilités de contrôle nécessaires. C'est la raison pour laquelle l'on a, par exemple, mis au point le système des empreintes digitales, qui a permis de constater que, parmi les 40 000 dossiers pendants, 4 000 étaient des dossiers doubles, c'est-à-dire que 4 000 personnes avaient fait une demande sous le couvert de plusieurs identités.

Actuellement, l'on constate, également pour les nouvelles demandes, encore 3 p.c. de doubles demandes en moyenne.

Grâce à la meilleure réglementation de la procédure d'accueil, tant du point de vue légal que du point de vue matériel, il doit être possible, en règle générale, d'achever l'examen de nouveaux dossiers en six mois.

La coopération au niveau européen prend également de plus en plus d'importance, tant dans la lutte contre les filières, phénomène qui prend des formes de plus en plus graves, que pour éviter qu'un candidat-réfugié ne tente sa chance successivement dans les différents pays d'Europe.

Une fois que les candidats-réfugiés séjournent sur le territoire, on doit savoir où ils résident. C'est à cela que tend le registre d'attente et c'est aussi pourquoi les communes sont associées à l'opération. Le plan de répartition n'en est qu'un aspect. Il y a lieu également de faire un sérieux effort pour convaincre les communes qu'elles ont intérêt à collaborer, car il est indéniable que les communes ont pu constater pendant plusieurs années que l'Office des étrangers ne fonctionnait plus et qu'elles se sont débrouillées avec les moyens du bord.

Il faut donc une approche intégrée, incluant une politique de dissuasion, un traitement rapide des demandes d'asile, l'éloignement forcé de ceux qui n'obtiennent pas le statut et ne quittent pas le pays et une concertation internationale pour éviter qu'un candidat qui est débouté dans un pays européen n'introduise successivement une demande dans les autres pays d'Europe. En outre, les mesures prises dans un pays entraînent automatiquement un déplacement des flux de réfugiés vers un autre.

Le ministre répond ensuite aux questions concrètes qui ont été posées.

En ce qui concerne la terminologie, il signale que l'on entend par réfugiés les personnes qui relèvent des dispositions de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 (loi du 26 juin 1953), c'est-à-dire toute personne

zwartwerk, enz. Dat is de rol van de verbindings-officieren in het buitenland, terwijl tevens een ambassadeur speciaal werd belast met het vluchtelingendossier.

Daarnaast moet ook de opvang van de kandidaat-vluchtelingen worden geregeld, zowel op het vlak van de procedure als op het vlak van de uitrusting van de bevoegde diensten, om een snelle behandeling van de dossiers mogelijk te maken, en met de nodige controlemogelijkheden. Vandaar bijvoorbeeld het vingerafdrukkensysteem, dat het mogelijk heeft gemaakt vast te stellen dat van de 40 000 dossiers die hangende waren, er 4 000 dubbele dossiers waren, dus 4 000 personen die onder meerdere identiteiten een aanvraag hadden ingediend.

Op dit ogenblik stelt men ook bij de nieuwe aanvragen nog gemiddeld 3 pct. tweede aanvragen vast.

Door de betere regeling van de opvangprocedure, zowel wettelijk als materieel, moet het mogelijk zijn nieuwe dossiers in de regel op 6 maanden tijd af te werken.

Ook de samenwerking op Europees niveau wint steeds aan belang, zowel in de strijd tegen de filières, fenomeen dat steeds ernstiger vormen aanneemt, als om te vermijden dat een kandidaat-vluchteling achtereenvolgens in de verschillende Europese landen zijn kans gaat.

Eens de kandidaat-vluchtelingen op het grondgebied verblijven moet men weten waar zij verblijven. Daartoe strekt het wachtregister, en daartoe worden de gemeenten ook bij de zaak betrokken. Het spreidingsplan is daar maar één facet van. Er moet ook een ernstige inspanning worden gedaan om de gemeenten ervan te overtuigen dat zij er belang bij hebben mee te werken. Men kan er immers niet omheen dat de gemeenten gedurende een aantal jaren ervaren hebben dat de dienst vreemdelingenzaken niet meer functioneerde en dus hun plan zijn gaan trekken met de middelen waarover zij beschikten.

Er is dus een geïntegreerde aanpak vereist met een politiek van ontrading, een snelle afhandeling van de asielaanvragen, een gedwongen verwijdering van wie het statuut niet krijgt en het land niet verlaat en internationaal overleg om te vermijden dat wie in een Europees land wordt afgewezen, achtereenvolgens een aanvraag indient in de andere Europese landen. Bovendien leiden maatregelen in één land automatisch tot een verplaatsing van de vluchtelingenstromen naar een ander land.

De Minister antwoordt vervolgens op de concrete vragen die werden gesteld.

Wat de terminologie betreft, wijst hij erop dat met « vluchteling » de personen worden bedoeld die vallen onder de bepalingen van de Conventie van Genève van 28 juli 1951 (wet van 26 juni 1953), dus al wie

qui est poursuivie pour des motifs politiques, religieux ou philosophiques. Il n'y a pas lieu, dans le cadre restreint qui est celui du projet, de se pencher sur la question de savoir si cette convention est encore adaptée aux circonstances actuelles et ne devrait pas être revue, ni d'ouvrir un débat sur la politique d'immigration que l'on pourrait éventuellement mener. Le ministre attire du reste l'attention sur le fait qu'en Belgique, la politique de l'immigration est pour une large part l'affaire des régions, parce que c'est essentiellement un problème de politique du travail. Il ne rime à rien d'accorder des autorisations de séjour en grand nombre à des personnes dont on sait d'avance avec certitude qu'elles ne pourront jamais travailler ici.

Il n'est pas facile, selon le ministre, de faire des prévisions fiables sur l'évolution du nombre des réfugiés à l'avenir. Le nombre des candidats-réfugiés dont le dossier est actuellement pendant s'élève à environ 30 000, dont on estime, comme on l'a dit, qu'un tiers environ ont quitté le pays entre-temps.

On n'a guère de vue d'ensemble sur l'évolution du phénomène, en raison notamment du manque de coordination au niveau européen, de même que sur la question de savoir, dans un certain nombre de cas, pourquoi, à un moment donné, on voit se produire de grands flux de réfugiés de telle ou telle nationalité vers un pays déterminé (par exemple, des Africains de l'Est en Suède ou des Roumains en Belgique, alors qu'il n'y en a pratiquement pas aux Pays-Bas). Dans certains cas, on peut supposer que la langue joue un rôle, ou la présence de ports, qui offrent alors d'autres issues de secours, mais pour certains flux, on n'aperçoit pas directement de raison objective.

Beaucoup dépend évidemment de l'évolution de la situation dans les pays d'origine possibles. Il est clair aussi que, quand un pays prend des mesures pour endiguer l'affluence des réfugiés, les flux se déplacent vers une autre destination, tandis qu'un pays auquel, à un certain moment, on prête la réputation de faire preuve de complaisance à l'égard des étrangers attire par ce seul fait une foule de nouveaux candidats-réfugiés.

Le ministre confirme d'autre part que, dans le cadre de l'approche globale du problème des réfugiés, on étudie également la possibilité de créer des documents d'identité infalsifiables. Toutefois, l'opération est coûteuse et il faut notamment éviter que ne se développe à l'étranger un trafic de documents d'identité qui n'auraient pas été restitués lorsque les intéressés quittent le pays.

En ce qui concerne l'opposition psychologique à la présence de réfugiés, le ministre ne nie pas qu'elle est beaucoup plus grande, dans un premier temps, dans les communes rurales, mais il ajoute que l'on constate

wordt vervolgd voor politieke, religieuze of filosofische redenen. Het is niet de bedoeling in het beperkte kader van het ontwerp de vraag te onderzoeken of dat verdrag nog aan de huidige omstandigheden is aangepast en niet moet worden herzien, noch om een debat te openen over de eventueel te voeren immigratiepolitiek. De Minister vestigt er trouwens de aandacht op dat een Belgische immigratiepolitiek in grote mate een zaak is van de gewesten omdat het in essentie en probleem is van arbeidspolitiek. Het heeft toch geen zin verblijfsvergunningen te verlenen aan grote groepen van personen waarvan bij voorbaat vaststaat dat zij hier nooit zullen mogen werken.

Het is, aldus de Minister, niet gemakkelijk betrouwbare voorspellingen te maken over de evolutie van het aantal vluchtelingen in de toekomst. Het aantal kandidaat-vluchtelingen waarvoor thans een dossier hangende is bedraagt ongeveer 30 000, waarvan zoals gezegd naar schatting ongeveer een derde het land inmiddels heeft verlaten.

Op de evolutie van het fenomeen heeft men, mede door een gebrek aan coördinatie op Europees niveau, weinig zicht, evenmin trouwens als op de vraag, in een aantal gevallen, waarom op een zeker ogenblik grote stromen van vluchtelingen van een of andere nationaliteit ontstaan naar een bepaald land (bijvoorbeeld Oost-Afrikanen in Zweden, Roemenen in België terwijl er nauwelijks zijn in Nederland). In een aantal gevallen kan men vermoeden dat de taal een rol speelt, of de aanwezigheid van havens die dan andere vluchtwegen bieden, maar voor sommige stromen ziet men niet direct een objectieve reden.

Veel hangt uiteraard ook af van de evolutie van de toestand in de mogelijke landen van oorsprong van vluchtelingen, terwijl het duidelijk is dat wanneer een land maatregelen treft tegen de toeloop van vluchtelingen, de stromen zich verplaatsen naar elders, terwijl een land dat op een bepaald ogenblik de reputatie krijgt zich inschikkelijk op te stellen ten opzichte van vluchtelingen, alleen daardoor reeds grote aantallen nieuwe kandidaat-vluchtelingen aantrekt.

De Minister bevestigt anderzijds dat in het kader van de globale aanpak van het vluchtelingenprobleem ook de mogelijkheid van de invoering van onvervalsbare identiteitsdocumenten wordt bestudeerd. Het gaat evenwel niet om een goedkope operatie en men moet onder meer vermijden dat in het buitenland een handel zou ontstaan in identiteitsbewijzen die niet ingeleverd werden als de betrokkenen het land verlaten hebben.

Wat de psychologische weerstand tegen de aanwezigheid van vluchtelingen betreft ontkent de Minister niet dat die aanwezigheid aanvankelijk veel meer weerstand oproept in een landelijke gemeente. Daar-

qu'une fois installés, les étrangers y sont acceptés beaucoup plus rapidement que dans les villes surpeuplées.

Il faudra faire un sérieux effort pour convaincre les intéressés; c'est ce qui justifie les réunions d'information qui sont prévues et qui auront certainement lieu. Il est clair également que, dans cette matière, il faudra chercher le juste milieu. L'on constate, en effet, que s'il existe fréquemment une grande répulsion de principe à l'égard des réfugiés, la réaction est souvent exactement opposée en ce qui concerne un étranger déterminé que l'on connaît personnellement.

Enfin, le ministre déclare qu'il refuse de diffuser déjà le texte du projet d'arrêté royal relatif à la répartition des réfugiés pour éviter que d'aucuns ne se lancent dans des spéculations avant même que l'on sache clairement si ce texte doit encore être adapté.

Le ministre renvoie néanmoins au rapport de la Chambre (Doc. Ch. n° 1281/8, 1993-1994, p. 18-20) pour ce qui est des principes sur lesquels se base le plan de répartition. Le texte de l'arrêté royal, qui, en fait, met à exécution l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980, sera communiqué dès qu'il aura été signé par le Roi.

Le ministre indique également, d'une part, que, depuis la fin de 1993, l'on informatise les choses en la matière au niveau du registre national et, d'autre part, que l'entrée en vigueur peut être escomptée vers le mois de septembre. Il ajoute que, dans l'intervalle, les réunions d'information pourront avoir lieu, et qu'il serait préférable de les organiser le plus rapidement possible, ne serait-ce que parce qu'il ne semble pas souhaitable d'aborder le thème en question au cours de la campagne en vue des élections communales.

Un commissaire fait observer que la répartition obligatoire des réfugiés soulève aussi un problème humain délicat. Les intéressés peuvent également avoir suffisamment de raisons humaines acceptables de s'établir dans le voisinage d'anciens compatriotes ou de compagnons d'infortune, voire de membres de leur famille, par exemple pour pouvoir bénéficier de la solidarité de leur groupe dans un pays qui leur est quand même étranger. L'intervenant espère, dès lors, que l'on fera preuve d'une certaine souplesse en la matière et que l'on tiendra compte, dans la mesure du possible, des souhaits fondés des intéressés, pour ce qui est de la détermination de la commune d'inscription.

Le ministre répond que l'on essaiera de se montrer le plus humain possible, par exemple en évitant de séparer des membres d'une même famille lorsque c'est possible, ce qui ne signifie toutefois pas que l'on ne tentera pas de décourager certains phénomènes. Le ministre relève notamment la constitution de ghettos

entegen stelt men vast dat als die vluchtelingen er eenmaal zijn, zij veel rapper worden aanvaard dan in de overbelaste steden.

Men zal dus een ernstige inspanning moeten doen om de betrokkenen te overtuigen, vandaar de geplande informatievergaderingen die zeker zullen plaatsvinden. Het is ook duidelijk dat men in deze materie de gulden middenweg zal moeten nastreven. Men stelt immers vast dat er enerzijds dikwijls een grote principiële afkeer bestaat tegen vluchtelingen, maar dat de reactie dikwijls precies omgekeerd is als het gaat om een welbepaalde vreemdeling die men persoonlijk kent.

De Minister verklaart ten slotte dat hij de tekst van het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de spreading van vluchtelingen nog niet wil verspreiden om te vermijden dat sommigen zich al aan het rekenen zouden zetten nog vóór er duidelijkheid is over de vraag of die tekst nog moet aangepast.

De Minister verwijst nochtans naar het kamerverslag (Gedr. St., Kamer, nr. 1281/8, 1993-1994, blz. 18-20) voor de principes waarop het spreidingsplan gebaseerd is. De tekst van het koninklijk besluit, dat in feite artikel 54 van de wet van 15 december 1980 uitvoert, zal worden meegedeeld van zodra het door de Koning is getekend.

De Minister geeft tevens aan dat sedert eind 1993 werk gemaakt wordt van de informatisering van de aangelegenheid op het niveau van het Rijksregister en dat de inwerkingtreding kan worden verwacht rond de maand september. Inmiddels kunnen de informatievergaderingen worden gehouden, en liefst zo snel mogelijk, aldus de Minister, al was het maar omdat het niet wenselijk lijkt het thema in volle campagne voor de gemeenteraadsverkiezingen aan de orde te stellen.

Een lid merkt op dat de verplichte spreading van vluchtelingen ook een delicaat menselijk probleem is. De betrokkenen kunnen ook volkomen aanvaardbare menselijke redenen hebben om zich in de buurt van gewezen landgenoten of van lotgenoten of zelfs familieleden te vestigen, bijvoorbeeld om op de groepssolidariteit te kunnen terugvallen in een voor hen toch vreemd land. Het lid hoopt dan ook dat ter zake een zekere soepelheid zal worden betoond en dat in de mate van het mogelijke bij het bepalen van de gemeente van inschrijving rekening zal worden gehouden met de wens van de betrokkenen als die gefundeerd is.

De Minister antwoordt dat men een zo groot mogelijke menselijkheid aan de dag zal leggen, en dat men bijvoorbeeld families niet uiteen zal trekken als men het kan vermijden, wat nochtans niet betekent dat men sommige fenomenen niet zal ontmoedigen. De Minister verwijst bijvoorbeeld naar gettovorming

de candidats-réfugiés de nationalités dont les chances d'obtenir une décision finale favorable sont quasi inexistantes.

Il en va tout autrement lorsqu'il s'agit de candidats-réfugiés de nationalités connaissant un pourcentage élevé de reconnaissance. Dans ce cas, il y va de véritables réfugiés politiques qui ont déjà eu suffisamment d'ennuis.

Selon le ministre, l'on peut d'ailleurs difficilement prétendre que les 26 000 personnes qui, assez récemment, ont obtenu le statut de réfugié constitueraient un problème insurmontable pour la société belge, à condition toutefois qu'elles ne se concentrent pas trop dans certaines communes. Il faut néanmoins laisser jouer la solidarité entre réfugiés.

Un membre demande quel sera le lien entre le registre d'attente et le registre national. Le premier sera-t-il intégré dans le deuxième, à l'instar des registres de la population? Cela implique-t-il que tous les droits et obligations qui s'appliquent à l'égard du registre national, tel le droit du citoyen de consulter ses données à caractère personnel et d'y apporter des corrections, s'appliqueront également à l'égard du registre d'attente?

Le ministre déclare qu'il doit en tout cas y avoir un lien entre le registre de la population et le registre des étrangers, d'une part, et le registre d'attente, d'autre part. Il ne serait par exemple pas normal qu'un étudiant étranger qui s'est formé pendant de longues années grâce à une bourse d'études belge et a, dès lors, été inscrit pendant tout ce temps dans le registre des étrangers, invoque tout à coup le statut de réfugié après avoir obtenu son diplôme, sa situation financière promettant d'être plus intéressante en Belgique que dans son pays d'origine. Le ministre estime que l'on ne peut tolérer de telles situations. En effet, cela n'a pas de sens de permettre à ces étrangers d'étudier en Belgique dans le cadre de l'aide au développement si c'est pour les voir s'établir en Belgique par la suite.

D'autre part, le ministre précise que les personnes inscrites dans le registre d'attente auront en principe accès aux données, celles-ci étant également incorporées au registre national des personnes physiques.

Un membre demande si le but est d'écarter du registre des étrangers d'une commune les demandeurs d'asile qui s'y seraient déjà inscrits et de les transférer au registre d'attente de cette même commune.

Le ministre répond que le but est d'abord de partir d'une nouvelle base pour ce qui est des nouvelles demandes d'asile et d'examiner celles-ci correctement. On peut entre-temps s'employer à combler

van kandidaat-vluchtelingen van nationaliteiten waarvoor de kansen op een gunstige eindbeslissing quasi onbestaande zijn.

Voor kandidaat-vluchtelingen van nationaliteiten met een hoog percentage van erkenning liggen de zaken dan weer anders. Dan gaat het om echte politieke vluchtelingen die al miserie genoeg gekend hebben.

Men kan trouwens moeilijk beweren dat de 26 000 personen die in het recentere verleden het statuut van vluchteling verkregen voor de Belgische samenleving een onoverkoombaar probleem zouden vormen, op voorwaarde dat zij zich niet in te grote aantallen concentreren in bepaalde gemeenten. Maar daarbuiten moet men de solidariteit tussen de vluchtelingen onderling kunnen laten spelen.

Een lid vraagt wat de band zal zijn tussen het wachtregister en het rijksregister. Wordt het eerste zoals de bevolkingsregisters in het tweede geïntegreerd? Houdt dat tevens in dat alle rechten en plichten die gelden ten opzichte van het rijksregister, zoals het inzagerecht van de burger in zijn persoonlijke gegevens en het verbeteringsrecht, ook gelden ten opzichte van het wachtregister?

De Minister verklaart dat er in elk geval een band moet zijn tussen het bevolkingsregister en het vreemdelingenregister enerzijds, en het wachtregister anderzijds. Het zou bijvoorbeeld niet normaal zijn dat een buitenlands student die gedurende jaren met een Belgische studiebeurs in België studeert en bijgevolg gedurende lange jaren in het vreemdelingenregister is ingeschreven, zich dan plots op het statuut van vluchteling beroept eens hij zijn diploma heeft behaald omdat er hier meer geld te rapen valt dan in zijn land van oorsprong. De Minister meent dat men dergelijke toestanden niet moet dulden. Het heeft toch geen zin buitenlandse studenten hier te laten studeren in het kader van de ontwikkelingshulp als zij zich nadien in België vestigen.

De Minister preciseert anderzijds dat de personen die in het wachtregister worden ingeschreven in principe toegang zullen hebben tot de gegevens, want die worden ook opgenomen in het rijksregister voor de natuurlijke personen.

Een lid vraagt of het de bedoeling is de asielzoekers die nu al in het vreemdelingenregister van een gemeente zouden zijn ingeschreven te schrappen in dat register, en over te plaatsen naar het wachtregister van die gemeente.

De Minister antwoordt dat de eerste bedoeling is voor de nieuwe asielaanvragen te vertrekken van een nieuwe basis, en die aanvragen behoorlijk af te handelen. Inmiddels kan werk worden gemaakt van

l'arriéré, qui porte sur des dossiers pendants depuis de longues années déjà, avec toutes les conséquences sociales qui s'ensuivent.

Pour pouvoir achever correctement l'examen des dossiers en souffrance, il faut toutefois la collaboration de la commune, et cela suppose que l'on arrive d'abord à la convaincre du bon fonctionnement de la nouvelle réglementation.

Un membre souligne qu'actuellement les non-Belges doivent encore s'inscrire dans le registre des étrangers pour pouvoir prétendre à certains documents et à certains droits: le permis de conduire, le permis de travail, l'inscription auprès d'une mutuelle, etc. Les mêmes droits leur seront-ils ouverts s'ils s'inscrivent au registre d'attente?

Le ministre répond que l'instauration du registre d'attente ne pourrait en rien modifier la faculté de faire valoir certains droits. Au contraire, ce point pourra également être géré plus facilement. Il est fort possible, bien sûr, que certaines voies détournées se ferment.

L'intervenant demande s'il ne faudra pas adapter formellement un certain nombre de lois ou d'arrêtés. Le ministre répond que c'est un point qu'il faudra examiner.

Un membre se pose des questions au sujet de la disposition selon laquelle l'aide sociale peut être accordée en espèces ou en nature. A cet égard surgissent des objections, sur le plan tant de la pratique que du principe même. Ainsi, la valeur du logement offert peut être déduite du montant de l'aide sociale lorsque le candidat-réfugié refuse le logement. Comment déterminera-t-on la valeur de celui-ci? On n'a d'ailleurs pas non plus déterminé un montant fixe pour l'aide elle-même. Il peut en résulter toutes sortes de contestations.

Pourtant, ce qui dérange encore plus l'intervenant, c'est la possibilité d'accorder l'aide sociale en tout ou en partie en nature. Cette mesure a sans doute été inspirée par le souci de veiller à ce qu'il ne soit pas plus intéressant pour le candidat-réfugié de s'établir ailleurs que dans la commune d'inscription. Toutefois, pareille solution représente dans une certaine mesure un retour d'anciennes pratiques, telles que la distribution de bons d'alimentation ou de colis de vivres, qui cadrent avec une philosophie que le secteur de l'aide sociale avait de plus en plus abandonnée ces dernières années.

Le ministre répond qu'il faut éviter de tomber dans le piège des préjugés. Jusqu'à récemment, personne ne voyait d'inconvénient à ce que l'aide soit accordée sous la forme de bons d'alimentation, du paiement du loyer, de la fourniture de charbon ou de son paiement, outre une petite somme d'argent. Aujourd'hui,

het wegwerken van de achterstand van het verleden, waarbij men stuit op dossiers die al lange jaren hangende zijn, met alle sociale gevolgen van dien.

Om de achterstand correct weg te werken is evenwel de medewerking van de gemeenten vereist, wat veronderstelt dat men ze er eerst van overtuigt dat de nieuwe regeling werkt.

Een lid wijst erop dat thans voor de niet-Belgen de inschrijving in het vreemdelingenregister vereist is om aanspraak te kunnen maken op een aantal documenten en rechten: rijbewijs, arbeidsvergunning, inschrijving bij een mutualiteit, enz. Zal de inschrijving in het wachtregister dezelfde rechten doen ontstaan?

De Minister antwoordt dat het invoeren van het wachtregister niets zou mogen wijzigen aan het openen van rechten. Integendeel, die aangelegenheid zal ook beter beheerbaar worden. Wel is het mogelijk dat bepaalde onregelmatige achterpoortjes zullen worden gesloten.

Het lid vraagt of het toch niet nodig zal zijn een aantal wetten of besluiten formeel aan te passen. De Minister antwoordt dat dat moet worden onderzocht.

Een lid heeft vragen bij de bepaling dat de maatschappelijke dienstverlening kan worden toegekend in geld of in natura. Daarbij rijzen zowel praktische als principiële bezwaren: zo kan de waarde van het aangeboden logies worden afgetrokken van het bedrag van de maatschappelijke dienstverlening als de kandidaat-vluchteling de woning weigert. Hoe zal men de waarde van die woning bepalen? Er is trouwens ook geen vast bedrag bepaald voor de dienstverlening zelf. Dit kan aanleiding geven tot allerlei betwistingen. Meer storend echter, aldus het lid, is de mogelijkheid zelf de maatschappelijke dienstverlening geheel of gedeeltelijk in natura toe te kennen.

Deze regeling wordt allicht ingegeven door de bedoeling ernaar te streven dat het voor de kandidaat-vluchteling niet interessant zou zijn zich elders dan in de gemeente van inschrijving te vestigen. Zij betekent echter in zekere mate een terugkeer naar oude praktijken, zoals de verdeling van voedselbonnen of voedselpakketten, die kaderen in een filosofie waar men de laatste jaren in de sector van de maatschappelijke dienstverlening meer en meer was van afgestapt.

De Minister antwoordt dat men moet vermijden in vooroordelen te vervallen. Tot voor kort zag niemand er graten in dat de steun de vorm aannam van eetbons, het betalen van de huur, het verstrekken van steenkool of het betalen ervan en daarnaast een klein bedrag in geld. Nu menen sommige kandidaat-

certain candidats-réfugiés pensent pouvoir prétendre à des sommes que ne touchent même pas de nombreux pensionnés, et ce alors qu'il s'avère que la grande majorité des intéressés invoquent à tort le statut de réfugié. Une telle attitude provoque indubitablement des réactions extrêmes.

Le ministre déclare ne pas voir ce qu'il y a d'asocial à ce qu'une partie de l'aide soit accordée en nature, dans les cas où cela se justifie.

L'intervenant pense quand même devoir constater que l'on recourt à des mesures visant à décourager le réfugié de s'établir dans une commune autre que celle qu'on lui a désignée.

Le ministre réplique qu'il entend décourager tout usage abusif de la procédure d'asile. Quoi qu'il en soit, rien n'est changé à la loi quant à l'aide éventuelle en nature — il s'agit d'une disposition existante —, mais le but est d'inciter par là le demandeur d'asile à s'établir effectivement dans la commune désignée.

L'intervenant demande encore ce qu'il faut entendre par « un logement décent et adapté aux moyens du candidat-réfugié politique ». Quels seront les critères retenus et à qui appartiendra-t-il de les apprécier? Comment réglera-t-on les contestations éventuelles?

Le ministre répond qu'il appartiendra en premier lieu au C.P.A.S. fournisseur de l'aide et, éventuellement, en cas de contestation, au tribunal du travail, d'apprécier si un logement est décent et adapté aux moyens du candidat-réfugié, et de déterminer la valeur de l'avantage en nature. Il en va d'ailleurs de même du montant de l'aide sociale.

Plusieurs membres continuent à s'inquiéter du fait que le demandeur d'asile n'établira pas nécessairement sa résidence dans la commune où il sera inscrit d'office, ce qui pourra entraîner des complications.

Un commissaire demande, par exemple, qui est habilité à procéder à l'enquête sociale relative aux candidats-réfugiés qui sont inscrits d'office dans le registre d'attente d'une commune, mais qui résident *de facto* dans une autre commune: le C.P.A.S. de la commune d'inscription, le C.P.A.S. de la commune de résidence, ou l'un et l'autre? Dans la première hypothèse, la distance ne rendra-t-elle pas le contrôle plus difficile?

Il demande, par ailleurs, à quelle adresse les candidats-réfugiés inscrits d'office dans le registre d'attente sont mentionnés. L'adresse de la maison communale ou celle du C.P.A.S.?

Le ministre précise qu'en application de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980, le candidat-réfugié est, dans un premier stade, inscrit d'office dans le registre d'attente d'une commune déterminée, de préférence à

vluchtelingen aanspraak te kunnen maken op bedragen die vele gepensioneerden niet eens ontvangen, en dat terwijl blijkt dat de overgrote meerderheid van de betrokkenen zich ten onrechte beroept op het statuut van vluchteling. Een dergelijke houding werkt ongetwijfeld sommige extreme reacties in de hand.

De Minister verklaart niet in te zien wat er asociaal is aan het gedeeltelijk verlenen van hulp in natura, in de gevallen waarin dat verantwoord is.

Het lid meent toch te moeten vaststellen dat men zijn toevlucht neemt tot een aantal maatregelen die het voor de vluchteling niet interessant maken zich elders dan in de gemeente van toewijzing te vestigen.

De Minister repliceert dat hij het misbruik van de asielprocedure oninteressant wil maken. In elk geval wordt inzake de eventuele hulp in natura niets gewijzigd aan de wet — het gaat om een bestaande bepaling — maar de asielzoeker moet langs die weg kunnen worden aangespoord om zich daadwerkelijk in de toegewezen gemeente te vestigen.

Het lid vraagt nog wat moet worden verstaan onder « een behoorlijk en aan het inkomen van de kandidaat-vluchteling aangepast logies ». Welke criteria gelden ter zake en aan wie komt de beoordeling toe? Hoe worden eventuele betwistingen geregeld?

De Minister antwoordt dat de beoordeling van de vraag of een woning behoorlijk is en aangepast aan het inkomen van de kandidaat vluchteling, evenals de vaststelling van de waarde van het voordeel in natura in eerste instantie toekomt aan het steunverlenende O.C.M.W., en eventueel, in geval van betwisting, aan de arbeidsrechtbank. Hetzelfde geldt trouwens voor het bedrag van de maatschappelijke dienstverlening.

Meerdere leden blijven zich zorgen maken over het feit dat de asielzoeker niet noodzakelijk zijn verblijfplaats zal vestigen in de gemeente waarin hij ambtshalve wordt ingeschreven, wat aanleiding kan geven tot complicaties.

Een lid vraagt wie bijvoorbeeld bevoegd is voor het sociaal onderzoek voor kandidaat-vluchtelingen die ambtshalve in het wachtregister van een gemeente worden ingeschreven maar de facto in een andere gemeente verblijven: het O.C.M.W. van de gemeente van inschrijving of het O.C.M.W. van de gemeente van verblijf, of beide? Zal in de eerste hypothese de controle niet bemoeilijkt worden door de afstand?

Op welk adres worden anderzijds de ambtshalve in het wachtregister ingeschreven kandidaat-vluchtelingen ingeschreven? Het adres van het gemeentehuis of van het O.C.M.W.?

De Minister preciseert dat de kandidaat-vluchteling met toepassing van artikel 54 van de wet van 15 december 1980, in een eerste stadium ambtshalve in het wachtregister van een bepaalde gemeente

une adresse effective et, sinon, à l'adresse du C.P.A.S. ou à une adresse indiquée par celui-ci. C'est le C.P.A.S. de cette commune qui gère le dossier de l'intéressé. S'il y a lieu, un commissaire du Gouvernement sera envoyé dans la commune pour inscrire l'intéressé si celle-ci refuse de faire le nécessaire.

L'objectif est de faire en sorte que le candidat-réfugié s'établisse réellement dans cette commune, mais on ne peut pas l'empêcher d'établir sa résidence principale dans une autre commune et qu'il s'inscrive, dès lors, au registre d'attente de celle-ci, c'est-à-dire à sa véritable adresse. La résidence située dans la première commune devient alors une résidence administrative.

C'est conforme à l'avis du Conseil d'Etat, qui est hostile à l'imposition d'une résidence légale obligatoire au candidat-réfugié.

Il n'empêche que le dossier de l'intéressé est géré exclusivement — et continue de l'être — par le C.P.A.S. du lieu d'inscription obligatoire. Il faut, par conséquent, qu'il se présente devant ce C.P.A.S.-là pour qu'il puisse faire valoir ses droits.

Cette réglementation, qui résout déjà de nombreux problèmes, en ce sens que l'attribution des droits est garantie dans tous les cas, pose néanmoins effectivement un problème pratique en ce qui concerne l'enquête sociale.

Il faut toutefois, d'après le ministre, tenir compte du fait que, dans l'état actuel des choses, une telle enquête sociale est devenue impossible en raison de la grande concentration de demandeurs d'aide dans certaines communes. En outre, les données qui seront consignées dans le registre d'attente permettront de contrôler les choses de manière beaucoup plus stricte qu'à l'heure actuelle.

Le ministre ajoute que l'efficacité du plan de répartition ne sera assurée que si les communes et les demandeurs d'asile apportent une collaboration positive, ces derniers, au besoin, incités en cela au moyen d'une contrainte douce.

Le ministre indique encore que s'il est vrai qu'en principe l'aide sociale est à la charge du C.P.A.S. de la commune d'inscription obligatoire, elle est toutefois intégralement remboursée par l'Etat, tout comme l'aide médicale urgente.

Cela n'empêche pas que dans certaines communes, de trop grandes concentrations de demandeurs d'asile nécessitent puissent occasionner une surcharge administrative insurmontable et dérégler entièrement le fonctionnement du C.P.A.S.

D'où la nécessité d'améliorer la répartition, qui devrait être en moyenne de 2 à 2,5 %. En outre, une sanction financière est imposée aux communes ne

wordt ingeschreven, bij voorkeur op een werkelijk adres, zoniet op het adres van het O.C.M.W. of op een door het O.C.M.W. aangewezen adres. Het is het O.C.M.W. van die gemeente dat de betrokkene beheert. Zonodig zal een regeringscommissaris naar de gemeente worden gestuurd om de betrokkene in te schrijven als de gemeente weigert het nodige te doen.

Het is de bedoeling dat de betrokkene zich ook daadwerkelijk in die gemeente vestigt, maar er kan niet worden belet dat de kandidaat-vluchteling zijn hoofdverblijfplaats in een andere gemeente vestigt en bijgevolg in het wachtregister van deze gemeente wordt ingeschreven op zijn echt adres. De verblijfplaats in de eerste gemeente wordt dan een administratieve verblijfplaats.

Deze gang van zaken gaat evenwel terug op het advies van de Raad van State, die bezwaren had tegen het opleggen van een verplichte wettelijke verblijfplaats aan de kandidaat-vluchteling.

Dat neemt evenwel niet weg dat het uitsluitend het O.C.M.W. van de verplichte plaats van inschrijving is en blijft dat de betrokkene beheert: enkel als hij zich daar aanbiedt kan hij aanspraak maken op zijn rechten.

Deze regeling lost al veel problemen op, in die zin dat de toekenning van de rechten in elk geval gegarandeerd is, maar er is inderdaad een praktisch probleem op het vlak van het sociaal onderzoek.

Men moet er echter wel rekening mee houden, aldus de Minister, dat het in de huidige stand van zaken door de grote concentratie van steunvragers in sommige gemeenten ook niet meer mogelijk is een degelijk sociaal onderzoek te doen. Bovendien zullen de gegevens die in het wachtregister worden opgenomen een veel striktere controle mogelijk maken dan thans het geval is.

De Minister wijst er tevens op dat voor een goede werking van het spreidingsplan niet alleen een goede medewerking van de gemeenten onontbeerlijk is, maar dat de asielzoekers ook moeten meewerken, desnoods onder een zekere zachte dwang.

De Minister geeft verder aan dat de maatschappelijke dienstverlening in principe wel ten laste is van het O.C.M.W. van de gemeente van verplichte inschrijving, maar zoals de dringende medische bijstand, integraal door de Staat wordt terugbetaald.

Dat neemt niet weg dat te grote concentraties van hulpbehoevende asielzoekers in sommige gemeenten tot een onoverkomelijke administratieve belasting kunnen leiden en de werking van een O.C.M.W. volledig kunnen ontregelen.

Vandaar ook de noodzaak van een betere spreiding, wat tot een gemiddelde van 2 tot 2,5 % zou moeten leiden. Bovendien is er een financiële sanctie

jouant pas le jeu correctement, sous la forme d'une limitation du remboursement de l'aide sociale à 50 p.c., les 50 p.c. restants étant répartis, en fonction du nombre de réfugiés qui y résident, entre les communes qui atteignent les normes.

Un membre constate que les droits des intéressés sont garantis, mais il se demande ce qu'il en est du contrôle du respect de leurs obligations et engagements, par exemple à l'égard du C.P.A.S.

Le ministre répond que cette difficulté découle également de la distinction que le Conseil d'Etat fait entre un lieu obligatoire d'inscription et une résidence obligatoire. Toutefois, si les communes s'y prennent d'une manière intelligente, le problème ne doit pas être insurmontable. Le ministre maintient que si l'on donne une chance à l'approche globale, le problème des réfugiés pourra être géré d'une manière beaucoup plus efficace, moyennant beaucoup moins d'efforts et d'une manière sensiblement plus rapide. Cela dédramatisera en grande partie le problème et permettra également d'intervenir plus efficacement à l'encontre des étrangers illégaux. En effet, dans la plupart des communes, et à fortiori dans les communes rurales, un étranger illégal se fera remarquer très rapidement. Dans les villes ou les communes connaissant de grandes concentrations d'étrangers, la lutte contre les étrangers illégaux est par contre perdue d'avance.

Il faut également savoir qu'à l'heure actuelle, ce problème entraîne d'énormes dépenses pour la collectivité, soit plus de 8 milliards de francs par an, dont à peine 500 millions sont affectés aux véritables réfugiés. Dans une grande mesure, ce n'est d'ailleurs pas aux réfugiés que profite cet argent, comme le croit parfois l'opinion publique, mais notamment à certains Belges qui louent à ces réfugiés des taudis à des loyers abusifs.

Un membre espère que les communes ne devront pas constater à l'avenir que l'Etat réduit progressivement son intervention dans les frais, comme cela s'est produit dans le passé pour d'autres matières. Le ministre répond qu'à l'occasion de la discussion du plan de répartition, le Gouvernement a clairement confirmé que tant l'intervention dans les dépenses des C.P.A.S. que les frais de premier accueil, en règle générale dans les centres gérés par le Gouvernement, seront maintenus.

Un membre demande ce qu'il advient lorsqu'un demandeur d'asile est définitivement débouté. Le C.P.A.S. qui l'héberge doit-il l'expulser de sa résidence temporaire?

Le ministre répond que si l'intéressé ne quitte pas volontairement le pays, la police et la gendarmerie feront le nécessaire pour l'en expulser.

voor de gemeenten die het spel niet correct spelen, namelijk een beperking van de terugbetaling van de maatschappelijke dienstverlening tot 50 pct., terwijl de resterende 50 pct. naar rato van het aantal vluchtelingen dat er verblijft verdeeld wordt tussen de gemeenten die wel de normen halen.

Een lid stelt vast dat de rechten van de betrokkenen wel gegarandeerd zijn, maar vraagt hoe het staat met het toezicht op de naleving van hun plichten en verbintenissen, bijvoorbeeld ten opzichte van het O.C.M.W.

De Minister antwoordt dat die moeilijkheid ook een uitvloeisel is van het onderscheid dat de Raad van State maakt tussen een verplichte inschrijvingsplaats en een verplichte verblijfplaats. Maar als de gemeenten de zaken verstandig aanpakken moet dat toch niet onoverkomelijk zijn. De Minister blijft erbij dat als men de globale aanpak een kans geeft, men de problematiek van de vluchtelingen veel efficiënter kan beheeren met veel minder inspanningen, en met een snelle doorstroming. Dat dedramatiseert in grote mate het probleem, en zal het ook mogelijk maken veel doeltreffender op te treden tegen illegale vreemdelingen. In de meeste gemeenten, en zeker de rurale, zal een illegale vreemdeling immers zeer snel opvallen. In steden of gemeenten met grote concentraties van vreemdelingen is de strijd tegen illegale vreemdelingen daarentegen een onbegonnen zaak.

Men moet ook weten dat het hele probleem nu zeer grote uitgaven meebrengt voor de gemeenschap, namelijk meer dan 8 miljard frank per jaar, waarvan nauwelijks 500 miljoen besteed wordt voor de echte vluchtelingen. Het zijn trouwens in grote mate niet de vluchtelingen die van dat bedrag profiteren, zoals de publieke opinie soms denkt, maar anderen waaronder Belgische huisjesmelkers.

Een lid hoopt dat de gemeenten in de toekomst niet zullen moeten vaststellen dat de Staat zijn tussenkomst in de kosten progressief afbouwt zoals dat in het verleden voor andere aangelegenheden is gebeurd. De Minister antwoordt dat de Regering bij de bespreking van het spreidingsplan duidelijk bevestigd heeft dat zowel de tussenkomst in de uitgaven van het O.C.M.W. als de eerste opvang, in de regel in de door de Regering beheerde centra, in de toekomst behouden blijven.

Een lid vraagt nog wat er gebeurt als een asielaanvrager definitief wordt afgewezen. Moet het O.C.M.W. dat hem huisvestte hem dan uitdrijven uit zijn tijdelijk verblijf?

De Minister antwoordt dat als de betrokkene het land niet vrijwillig verlaat, de politie en de rijkswacht het nodige zullen doen om hem het land uit te zetten.

Il ajoute comprendre que dans l'état actuel des choses, certains bourgmestres ne désirent pas que leur police coopère à l'éloignement de demandeurs d'asile qui résident dans leur commune depuis de longues années, le traitement de leur dossier ayant beaucoup traîné, mais il ne pourra plus tolérer pareille attitude une fois que la nouvelle procédure de traitement des dossiers fonctionnera correctement.

DISCUSSION DES ARTICLES

Article premier

Se référant à la discussion générale, un sénateur demande comment l'on saura atteindre un candidat-réfugié inscrit obligatoirement dans une commune, mais établi en fait dans une autre commune.

Le ministre souligne que le candidat-réfugié qui souhaite s'établir dans une commune dans laquelle le nombre de réfugiés dépasse déjà les normes doit être inscrit dans le registre d'attente de cette commune lorsqu'il y a sa résidence principale, mais qu'on lui attribuera une résidence administrative dans une commune dans laquelle les normes ne sont pas encore atteintes. Cette adresse administrative sera celle du C.P.A.S. de cette commune.

L'article est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

Article 2

Un membre demande s'il ne faudrait pas rayer les candidats-réfugiés du registre d'attente en cas de rejet de leur demande d'asile. Le ministre estime que cela n'est pas indiqué. En effet, il faut pouvoir conserver une trace des intéressés jusqu'à ce qu'il soit sûr qu'ils ont quitté le territoire.

L'article est adopté par 10 voix et 4 abstentions.

Article 3

MM. Snappe et Tavernier déposent l'amendement suivant :

« Ajouter un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Les personnes inscrites au registre d'attente bénéficient des mêmes droits que ceux reconnus aux personnes inscrites au Registre national, tels qu'ils sont définis à l'article 10 de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques. »

De Minister voegt er nog aan toe dat hij in de huidige stand van zaken nog kan begrijpen dat sommige burgemeesters niet wensen dat hun politie meewerkt aan de verwijdering van asielzoekers die al lange jaren in hun gemeente verblijven omdat de behandeling van hun dossier zo lang aansleepte, maar een dergelijke houding zal niet meer kunnen worden geduld als de nieuwe procedure van behandeling van de dossiers goed werkt.

ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Met verwijzing naar de algemene bespreking vraagt een senator waar de kandidaat-vluchteling kan worden bereikt die wel verplicht ingeschreven is in een gemeente, maar zich de facto in een andere gemeente vestigt.

De Minister preciseert dat een kandidaat-vluchteling die zich vestigt in een gemeente waar het aantal vluchtelingen de normen al overtreft weliswaar in die gemeente in het wachtregister moet worden ingeschreven als hij er zijn hoofdverblijfplaats heeft, maar dat hem een administratieve woonplaats zal worden toegewezen in een gemeente die de normen niet haalt. Zijn administratief adres zal dan dat van het O.C.M.W. van die gemeente zijn.

Het artikel wordt aangenomen met 12 stemmen bij 2 onthoudingen.

Artikel 2

Een lid vraagt of de kandidaat-vluchtelingen ook niet zouden moeten worden geschrapt uit het wachtregister als hun asielaanvraag is afgewezen. De Minister antwoordt dat niet aangewezen te vinden. Men moet immers hun spoor kunnen terugvinden tot men weet dat zij het grondgebied hebben verlaten.

Het artikel wordt aangenomen met 10 stemmen bij 4 onthoudingen.

Artikel 3

De heren Snappe en Tavernier dienen het volgende amendement in :

« Aan dit artikel een nieuw lid toe te voegen, luidende :

« De personen die in het wachtregister zijn ingeschreven, genieten dezelfde rechten als de personen die in het Rijksregister zijn ingeschreven, welke rechten bepaald worden in artikel 10 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister voor de natuurlijke personen. »

Justification

La loi prévoit, en ce qui concerne les registres de la population, le droit des personnes à avoir accès aux informations les concernant et, le cas échéant, de faire corriger les informations inexactes. Pour des droits aussi fondamentaux, il importe que la même possibilité soit prévue pour le registre d'attente.

L'amendement est retiré après que le ministre a confirmé que les dispositions relatives au Registre national des personnes physiques sont applicables en la matière, si bien que les intéressés pourront faire corriger d'éventuelles mentions erronées.

En effet, les dispositions de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques sont applicables à toutes les personnes qui y sont mentionnées, soit aussi aux personnes inscrites dans le registre d'attente.

L'auteur de l'amendement souligne qu'il convient de vérifier s'il ne faudrait pas compléter l'arrêté royal réglant l'accès aux informations à caractère personnel et la procédure visant à les corriger.

L'article est adopté par 10 voix et 4 abstentions.

Article 4

Un membre aimerait obtenir quelques précisions au sujet de cet article. Le ministre souligne que les candidats-réfugiés constituent un groupe peu stable. Il sera encore plus instable à l'avenir, en raison de l'accélération de la procédure et de l'amélioration de la répartition. C'est pourquoi ces personnes ne sont pas prises en compte pour ce qui est de la détermination du classement des communes, du nombre de sièges au sein du conseil communal, de la part du fonds des communes, etc.

Un membre demande si les intéressés sont redevables d'impôts locaux. Le ministre répond que la question des impôts constitue un autre problème et qu'il n'en est pas question dans le cadre de cet article.

Un membre remarque que l'article ne tient pas compte de la situation difficile que connaissent les communes dans lesquelles la concentration de réfugiés est élevée. Le ministre souligne qu'à l'heure actuelle, on ne peut même pas prouver officiellement que ces réfugiés y résident. Il souligne également que l'on s'efforce activement de combler l'arriéré existant, pour pouvoir déterminer, à court terme, qui peut encore prétendre à une aide dans les communes en question.

L'article est adopté par 10 voix et 4 abstentions.

Verantwoording

In verband met de bevolkingsregisters bepaalt de wet dat een ieder het recht heeft op inzage van de gegevens die hem betreffen en, in voorkomend geval, op verbetering van onjuiste gegevens. Het is belangrijk dat dergelijke fundamentele rechten ook worden toegekend aan de personen die zijn ingeschreven in het wachtregister.

Gelet op de bevestiging van de Minister dat ter zake de bepalingen gelden met betrekking tot het Rijksregister van de natuurlijke personen, zodat de betrokkenen eventuele foutieve vermeldingen zullen kunnen laten verbeteren, wordt het amendement ingetrokken.

De bepalingen van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen geldt immers voor alle personen die erin worden vermeld, dus ook voor de personen die zijn ingeschreven in het wachtregister.

De auteur van het amendement wijst erop dat wel moet worden nagegaan of het koninklijk besluit dat de inzage en de verbeteringsprocedure regelt niet moet worden aangevuld.

Het artikel wordt aangenomen met 10 stemmen, bij 4 onthoudingen.

Artikel 4

Een lid vraagt enige toelichting bij het artikel. De Minister preciseert dat de kandidaat-vluchtelingen een weinig stabiele groep vormen. Dat zou in de toekomst, met de snellere procedure en de betere spreiding, nog meer het geval moeten zijn. Daarom wordt er geen rekening mee gehouden voor het bepalen van de klassering, het aantal zetels in de gemeenteraad, het aandeel in het gemeentefonds, enz.

Een lid vraagt of de betrokkenen onderworpen zijn aan de lokale belastingen. De Minister antwoordt dat dat een heel ander probleem is dat in dit artikel niet ter sprake komt.

Een lid merkt op dat het artikel geen rekening houdt met de moeilijke toestand van de gemeenten die thans hoge concentraties vluchtelingen tellen. De Minister wijst erop dat men op dit ogenblik niet eens officieel kan aantonen dat zij er verblijven. Hij wijst er tevens op dat men volop bezig is de bestaande achterstand weg te werken, zodat het op korte termijn duidelijk zou moeten zijn wie nog aanspraak kan maken op steun in die gemeenten.

Het artikel wordt aangenomen met 10 stemmen, bij 4 onthoudingen.

Article 5

MM. de Donnée et Desmedt déposent l'amendement suivant :

« Compléter cet article par un 3^o, libellé comme suit :

« 3^o il est inséré un § 7, rédigé comme suit :

« § 7. Le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, décider de la création d'un document d'identité infalsifiable destiné aux personnes inscrites dans le registre d'attente. »

Justification

Le système actuel d'un document papier, souvent photocopie, et parfois falsifié n'assure pas l'efficacité des contrôles d'identité et n'offre que peu de garanties contre les fraudes.

Le coauteur de la proposition estime que la mesure proposée ne peut qu'améliorer la sécurité juridique.

Le ministre ne conteste pas que le document que les candidats-réfugiés reçoivent actuellement puisse être trop facilement falsifié.

Il signale, toutefois, que le Roi possède déjà la compétence que l'amendement vise à Lui octroyer et rappelle qu'il a déclaré, au cours de la discussion générale, que l'instauration d'un document d'identité infalsifiable est à l'étude.

Plusieurs membres estiment qu'il n'est pas inopportun de remettre l'accent, dans le cadre du projet en discussion, sur la possibilité d'instaurer un document infalsifiable et même d'en souligner le bien-fondé.

L'amendement est rejeté par 10 voix contre 4. L'article est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

Article 6

Cet article ne donne lieu à aucune observation. Il est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

Article 7

Un commissaire fait observer que le Conseil d'Etat s'est opposé à l'attribution d'une résidence obligatoire aux candidats-réfugiés. Il n'empêche que, du point de vue financier, l'on fait une distinction selon que le C.P.A.S. qui accorde une aide met ou non des logements à disposition. Ne serait-ce pas là une manière de contourner l'avis du Conseil d'Etat?

Artikel 5

De heren de Donnée en Desmedt dienen het volgende amendement in :

« Dit artikel aan te vullen met een 3^o, luidend als volgt :

« 3^o een § 7, luidend als volgt, wordt ingevoegd :

« § 7. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, beslissen een onvervalsbaar document te creëren bestemd voor de personen die in het wachtregister zijn ingeschreven. »

Verantwoording

De huidige werkwijze, waarbij een papieren document wordt gebruikt dat vaak wordt gefotokopieerd en soms vervalst, kan geen doeltreffende identiteitscontroles garanderen en biedt slechts weinig bescherming tegen fraude.

De medeauteur van het voorstel is van oordeel dat de voorgestelde maatregel de rechtszekerheid enkel ten goede kan komen.

De Minister betwist niet dat het document dat de kandidaat-vluchtelingen nu ontvangen te gemakkelijk kan worden vervalst.

Hij wijst er echter op dat de Koning de bevoegdheid die het amendement hem wil toekennen reeds heeft en verwijst anderzijds naar zijn verklaring tijdens de algemene bespreking dat de invoering van een onvervalsbaar identiteitsdocument ter studie ligt.

Meerdere leden menen dat het geen kwaad kan in het kader van dit ontwerp opnieuw de aandacht te vestigen op de mogelijkheid, om niet te zeggen de wenselijkheid, een onvervalsbaar document in te voeren.

Het amendement wordt verworpen met 10 tegen 4 stemmen. Het artikel wordt aangenomen met 12 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Artikel 6

Dit artikel geeft geen aanleiding tot opmerkingen. Het wordt aangenomen met 12 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Artikel 7

Een lid merkt op dat de Raad van State er zich tegen verzetste dat een verplichte verblijfplaats zou worden toegewezen aan de kandidaat-vluchtelingen. Dat neemt niet weg dat op financieel vlak een onderscheid wordt gemaakt naargelang of het steunverlenende O.C.M.W. al dan niet logies ter beschikking stelt. Is dat geen indirect middel om het advies van de Raad van State te omzeilen?

Le ministre souligne tout d'abord que les candidats-réfugiés ne sont pas tous nécessaires et qu'ils ne s'adressent pas tous au C.P.A.S. Ils ne sont que quelque 50 p.c. à le faire.

En outre, la mise à leur disposition d'un logement fait partie de l'aide sociale. Cela n'exclut bien entendu nullement que l'offre de logements disponibles puisse influencer le choix du candidat-réfugié.

L'article est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

Articles 8 et 9

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation. L'article 8 est adopté par 13 voix et 1 abstention. L'article 9 est adopté par 11 voix et 3 abstentions.

Article 10

Un commissaire demande pour quelle raison le fonctionnaire dirigeant de la Direction pour l'Immatriculation des Véhicules peut, lui aussi, avoir accès aux informations concernant les personnes inscrites au registre d'attente. Le ministre répond que rien n'empêche un candidat-réfugié de faire immatriculer un véhicule.

L'article est adopté par 13 voix et 1 abstention.

Articles 11 et 12

Ces articles ne donnent lieu à aucune observation. L'article 11 est adopté par 11 voix et 3 abstentions. L'article 12 est adopté par 12 voix et 2 abstentions.

Article 13

La commission décide à l'unanimité de remplacer, pour corriger le texte néerlandais du premier alinéa du § 2 nouveau proposé de l'article 5 de la loi du 2 avril 1965, le mot « *kandidaat* » (die zich *kandidaat heeft verklaard*) par le mot « *vluchteling* ». Référence est faite au texte français de la disposition en question et à l'intitulé, ainsi qu'aux articles 1^{er} et 17 du projet.

MM. Snappe et Tavernier déposent ensuite l'amendement suivant.

« A l'article 5, § 2, aux alinéas 2 et 3, supprimer le mot « *politique(s)* » après les mots « *candidat(s) réfugié(s)*. »

De Minister wijst er vooreerst op dat niet alle kandidaat-vluchtelingen hulpbehoevend zijn en zich tot het O.C.M.W. richten. Het gaat slechts om ongeveer 50 pct. van de vluchtelingen.

Bovendien vormt de terbeschikkingstelling van de woning een onderdeel van de maatschappelijke dienstverlening. Dat sluit natuurlijk niet uit dat het aanbod van logies de keuze van de kandidaat-vluchteling kan beïnvloeden.

Het artikel wordt aangenomen met 12 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Artikelen 8 en 9

Deze artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen. Artikel 8 wordt aangenomen met 13 stemmen, bij 1 onthouding. Artikel 9 wordt aangenomen met 11 stemmen, bij 3 onthoudingen.

Artikel 10

Een lid vraagt om welke reden ook de leidende ambtenaar van de Directie voor de Inschrijving van voertuigen toegang kan krijgen tot de gegevens betreffende de personen die in het wachtregister worden ingeschreven. De Minister antwoordt dat niets een kandidaat-vluchteling belet een voertuig te laten inschrijven.

Het artikel wordt aangenomen met 13 stemmen, bij 1 onthouding.

Artikelen 11 en 12

Deze artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen. Artikel 11 wordt aangenomen met 11 stemmen, bij 3 onthoudingen. Artikel 12 wordt aangenomen met 12 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Artikel 13

De Commissie beslist eenparig bij wijze van tekst-correctie in de Nederlandse tekst van het eerste lid van de voorgestelde nieuwe § 2 van artikel 5 van de wet van 2 april 1965 het woord « *kandidaat* » (die zich *kandidaat heeft verklaard*) te vervangen door « *vluchteling* ». Verwezen wordt naar de Franse tekst van de betrokken bepaling en naar het opschrift evenals naar de artikelen 1 en 17 van het ontwerp.

De heren Snappe en Tavernier dienen vervolgens het volgende amendement in.

« In het tweede en derde lid van het voorgestelde artikel 5, § 2, tussen het woord « *kandidaat* » en het woord « *vluchteling* » het woord « *politieke* » te doen vervallen. »

Justification

La qualification de politique qui est ici introduite pour préciser la notion de candidat-réfugié n'a aucune référence légale. Elle fait sans doute référence au langage courant mais n'a aucunement sa place ici car elle limiterait dangereusement la partie de la Convention de Genève qui définit la notion de réfugié. De plus, elle introduirait une confusion regrettable dans notre législation.

L'auteur de l'amendement fait observer que la qualification de réfugié « politique », qui ne repose sur aucun fondement, s'est manifestement glissée de façon inaperçue dans le projet à l'occasion de l'adoption d'un amendement qui, en fait, concernait un tout autre problème.

Le ministre confirme que l'ajout s'est fait involontairement, sans doute sous l'influence de l'usage courant, et que l'on n'a eu l'intention à aucun moment de rendre le champ d'application *ratione personae* des alinéas en question plus restrictif que celui des autres dispositions dudit article ou du projet dans son ensemble. On peut en effet être réfugié pour des raisons politiques, religieuses ou philosophiques, la nature de la raison n'ayant aucune incidence sur le statut du réfugié.

Après avoir consulté la Chambre des représentants, la commission décide à l'unanimité de supprimer, dans les dispositions indiquées, le mot « politique », à titre de correction matérielle. L'amendement est ensuite retiré par son auteur.

Un membre fait observer que l'Etat ne prend en charge que 50 p.c. des prestations sociales, au lieu de 100 p.c. lorsque le candidat-réfugié ne réside pas sur le territoire de la commune d'inscription obligatoire. Cela signifie que le C.P.A.S. concerné doit alors prendre en charge la moitié de l'aide accordée.

Le ministre le confirme. Les 50 p.c. qui ne sont pas remboursés sont répartis entre les communes qui ont accueilli le nombre de candidats-réfugiés préconisé par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

C'est là une des mesures qui incitent les communes et les intéressés à collaborer au plan de répartition.

L'intervenant demande ce qu'il doit advenir si une commune n'a tout simplement pas de logement à sa disposition. Doit-elle, au besoin, réquisitionner un logement vide?

Le ministre répond que le projet ne change rien sur ce plan et n'interdit donc pas la réquisition. Il n'existe qu'un cas dans lequel le C.P.A.S. échappe à la limitation du remboursement à 50 p.c.: lorsque la commune, seule ou en collaboration avec d'autres, a

Verantwoording

Het adjectief « politieke » dat hier wordt ingevoerd om het begrip kandidaat-vluchteling te verduidelijken, heeft geen enkele wettelijke grondslag. De term is weliswaar gebruikelijk in de spreektaal doch is hier geenszins op zijn plaats want hij zou de strekking van het Verdrag van Genève dat het begrip vluchteling bepaalt, op een gevaarlijke wijze beperken. Daarenboven zou hij aanleiding geven tot een betreurenswaardige verwarring in onze wetgeving.

De auteur van het amendement merkt op dat de kwalificatie van « politieke » vluchteling, die nergens op berust, blijkbaar ongemerkt in het ontwerp is geslopen ter gelegenheid van de aanneming van een amendement dat in feite op een heel ander probleem sloeg.

De Minister bevestigt dat de toevoeging ongewild gebeurde, allicht onder invloed van het courante taalgebruik, en dat het op geen enkel ogenblik de bedoeling was dat het toepassingsgebied *ratione personae* van de betrokken leden restrictiever zou zijn dan dat van de andere bepalingen van het artikel of van het ontwerp in zijn geheel. Men kan immers vluchteling zijn om politieke, godsdienstige of filosofische redenen, waarbij de aard van de reden geen invloed heeft op het statuut van de vluchteling.

Na raadpleging van de Kamer van volksvertegenwoordigers beslist de Commissie eenparig in de aangegeven bepalingen het woord « politieke » te schrappen bij wijze van materiële tekstcorrectie. Daarop wordt het amendement ingetrokken.

Een lid merkt op dat de Staat slechts 50 pct. van de maatschappelijke dienstverlening ten laste neemt in plaats van 100 pct. als de kandidaat-vluchteling niet verblijft op het grondgebied van de gemeente van verplichte inschrijving. Dat betekent dat het betrokken O.C.M.W. dan zelf de helft van de verleende steun ten laste moet nemen.

De Minister bevestigt dat. De 50 pct. die niet terugbetaald wordt, wordt bij een in ministerraad overlegd koninklijk besluit verdeeld over de gemeenten die het vooropgezette aantal kandidaat-vluchtelingen hebben opgenomen.

Dit is een van de maatregelen waarmee de gemeenten en de betrokkenen aangespoord worden mee te werken aan het spreidingsplan.

Het lid vraagt wat er moet gebeuren als een gemeente gewoon geen woning ter beschikking heeft. Moet zij desnoods een leegstaande woning opvoederen?

De Minister antwoordt dat het ontwerp niets wijzigt op dat vlak en de opvoederling dus niet verbiedt. Er is slechts één geval waarin het O.C.M.W. ontsnapt aan de beperking van de terugbetaling tot 50 pct.: als de gemeente, alleen of in samenwerking

offre un logement et que le candidat-réfugié n'a pas donné suite à l'offre. Il n'est pas possible légalement d'échapper à la limitation en prouvant qu'aucun logement n'est disponible.

Un commissaire demande si par logement public ou privé, on entend toujours un logement familial ou si d'autres formes d'hébergement entrent également en considération, comme des ailes inoccupées de couvents, etc.

Le ministre répond qu'il ne doit pas nécessairement s'agir d'un véritable logement, le lieu d'hébergement peut par exemple provenir de la réserve de logements sociaux de la commune. Celle-ci peut aussi, par exemple, collaborer avec des associations ou des groupements, utiliser des logements publics disponibles ou faire appel au marché privé. Le logement doit toutefois être décent.

L'article 13 est adopté par 9 voix et 4 abstentions.

Articles 14 et 15

Ces articles ne suscitent aucune observation. Ils sont adoptés à l'unanimité des 13 membres présents.

Article 16

Un membre demande pourquoi l'on octroie la compétence dont il est question à cet article au ministre qui a l'intégration sociale dans ses attributions, et à lui seul, plutôt que de régler le problème dans la loi même ou dans un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres.

Le ministre répond qu'il faut, d'une part, pouvoir garantir que toutes les communes sans exception joueront le jeu correctement et qu'il faudra, dès lors, pouvoir remédier aux situations intolérables. Il faut, d'autre part, éviter de porter inutilement atteinte à l'autonomie communale et à l'autonomie du C.P.A.S.

Il faut pouvoir vérifier, en l'occurrence, dans chaque cas, si un C.P.A.S. a essayé de se soustraire à ses devoirs, en invoquant toutes sortes de raisons fallacieuses, ou s'il était permis d'émettre des doutes sérieux au sujet de l'état de nécessité dans lequel se serait trouvé le candidat-réfugié. Il est totalement exclu de régler toutes les hypothèses dans la loi.

En réponse à une question, le ministre déclare que les candidats-réfugiés dont il s'agit en l'espèce sont effectivement ceux qui ont demandé, de façon régulière, le statut de réfugié. Avant de demander ce statut et après l'éventuel rejet de leur demande, ils n'ont pas droit à une intervention.

met andere gemeenten, een logies aanbod en de kandidaat-vluchteling niet inging op het aanbod. Het is wettelijk niet mogelijk aan de beperking te ontsnappen door aan te tonen dat geen woning beschikbaar is.

Een lid vraagt of met openbaar of privé logies steeds een gezinswoning wordt bedoeld, of dat ook andere vormen van onderdak in aanmerking komen zoals ongebruikte vleugels van kloosters, enz.

De Minister antwoordt dat het niet noodzakelijk moet gaan over een echte woning, bijvoorbeeld uit de voorraad van sociale woningen van de gemeente. Die mag bijvoorbeeld ook samenwerken met verenigingen of groeperingen, gebruik maken van beschikbare openbare gebouwen, of een beroep doen op de privémarkt. Het logies moet wel behoorlijk zijn.

Artikel 13 wordt aangenomen met 9 stemmen, bij 4 onthoudingen.

Artikelen 14 en 15

Deze artikelen geven geen aanleiding tot opmerkingen. Zij worden eenparig aangenomen door de 13 aanwezige leden.

Artikel 16

Een lid vraagt waarom de bevoegdheid waarvan sprake is in dit artikel aan de Minister die bevoegd is voor de maatschappelijke integratie en aan hem alleen wordt verleend, eerder dan het probleem in de wet zelf te regelen of een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit.

De Minister antwoordt dat men enerzijds moet kunnen verzekeren dat alle gemeenten zonder uitzondering het spel correct spelen, zodat men moet kunnen optreden tegen mistoestanden. Anderzijds moet men vermijden de gemeentelijke autonomie en de autonomie van het O.C.M.W.odeloos aan te tasten.

In casu moet er geval per geval kunnen worden nagegaan of een O.C.M.W. met allerlei drogredenen aan zijn verplichtingen trachtte te ontsnappen dan wel of er een ernstige betwisting mogelijk was over de vraag of de kandidaat-vluchteling al dan niet hulpbehoevend was. Het is volledig uitgesloten alle hypothesen in de wet te regelen.

In antwoord op een vraag preciseert de Minister dat het in casu wel degelijk gaat om de kandidaat-vluchtelingen die regelmatig het statuut van vluchteling hebben gevraagd, Vóór zij dat statuut aanvragen, of nadat hun aanvraag zou zijn afgegeven, hebben zij geen recht op tussenkomst.

Dans l'état actuel des choses, c'est le C.P.A.S. de l'endroit où l'état de nécessité apparaît qui est compétent, et les éventuelles contestations relatives au passé sont donc formulées à l'encontre de celui-ci. Par contre, à l'avenir, le C.P.A.S. de la commune désignée en application de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 sera seul compétent.

L'article est adopté par 11 voix et 2 abstentions.

Article 17

Cet article ne suscite aucune observation et il est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

Article 18

Un membre insiste une fois de plus pour que les ministres compétents informent dûment les communes et les C.P.A.S. au sujet des nouvelles mesures, lesquelles auront force obligatoire, de sorte qu'ils puissent se préparer à les appliquer.

Le ministre répond que la réglementation fera l'objet de développements ultérieurs dans des arrêtés et des circulaires. Il renvoie également aux réunions d'information projetées au niveau provincial. Il souligne enfin que l'on veillera d'abord à répartir correctement les nouveaux candidats-réfugiés et pas du tout à réduire d'un jour à l'autre, dans leur ensemble, les trop grandes concentrations qui existent dans certaines communes.

L'article est adopté par 13 voix et 1 abstention.

VOTE SUR L'ENSEMBLE

L'ensemble du projet de loi a été adopté par 10 voix et 4 abstentions.

La commission a fait confiance au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

Le Rapporteur,
Leo CANNAERTS.

Le Président,
Jean PEDE.

In de huidige stand van zaken is het O.C.M.W. bevoegd van de plaats waar de nood ontstond en eventuele betwistingen voor het verleden zijn dus gericht tegen dat O.C.M.W.. In de toekomst zal daarentegen uitsluitend het O.C.M.W. van de met toepassing van artikel 54 van de wet van 15 december 1980 aangewezen gemeente bevoegd zijn.

Het artikel wordt aangenomen met 11 stemmen, bij 2 onthoudingen.

Artikel 17

Dit artikel wordt zonder opmerkingen eenparig aangenomen door de 13 aanwezige leden.

Artikel 18

Een lid dringt er nogmaals op aan dat de bevoegde ministers de gemeenten en de O.C.M.W.'s terdege zouden inlichten over de nieuwe maatregelen die op til staan, zodat zij zich kunnen voorbereiden.

De Minister antwoordt dat de regeling verder zal worden uitgewerkt in besluiten en omzendbrieven. Hij verwijst ook naar de aangekondigde informatievergaderingen op provinciaal niveau. Tenslotte zal eerst werk worden gemaakt van een degelijke spreiding van de nieuwe kandidaat-vluchtelingen en is het zeker niet de bedoeling de te grote concentraties in bepaalde gemeenten van de ene dag op de andere in hun geheel te verplaatsen naar elders.

Het artikel wordt aangenomen met 13 stemmen bij 1 onthouding.

STEMMING OVER HET GEHEEL

Het geheel van het ontwerp wordt aangenomen met 10 stemmen bij 4 onthoudingen.

De Commissie schenkt vertrouwen aan de verslaggever voor de redactie van het verslag.

De Rapporteur,
Leo CANNAERTS.

De Voorzitter,
Jean PEDE.

ARTICLE CORRIGE PAR LA COMMISSION

Art. 13

A l'article 5 de la même loi sont apportées les modifications suivantes:

1. le texte actuel de l'article formera le § 1^{er};
2. le même article est complété par les §§ 2 et 3, rédigés comme suit:

«§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, 2^o, l'Etat prend en charge 50 p.c. de l'aide sociale accordée dans les limites fixées en vertu de l'article 11, § 2, en espèces ou en nature, à l'étranger qui s'est déclaré réfugié ou a demandé à être reconnu en cette qualité, lorsque cette personne ne réside pas:

a) sur le territoire de la commune déterminée en vertu de l'article 54 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers

ni

b) sur le territoire de la commune au registre des étrangers de laquelle cette personne est inscrite.

L'alinéa précédent n'est pas applicable si le centre public d'aide sociale ou la commune fait la preuve qu'il ou elle a proposé sur son territoire un logement public ou privé décent et adapté aux moyens du candidat-réfugié.

Si plusieurs communes, voisines ou très proches, comprenant ensemble un maximum de vingt-cinq mille habitants, ou les centres publics d'aide sociale de ces communes, collaborent par convention pour organiser l'offre de logement aux candidats-réfugiés, le logement offert à un de ces candidats sur le territoire d'une de ces communes est censé être offert sur le territoire de la commune collaborante ou de la commune dont le centre public d'aide sociale collabore, déterminé comme indiqué à l'alinéa 1^{er}, *a)*, ou visées à l'alinéa 1^{er}, *b)*, pour autant que:

1^o chacune des communes et chacun des centres publics d'aide sociale concernés ne soient parties qu'à une seule de ces conventions de collaboration, et que

2^o si une commune et le centre public d'aide sociale de cette commune participent à une telle collaboration, ils soient parties à une seule et même convention.

ARTIKEL VERBETERD DOOR DE COMMISSIE

Art. 13

In artikel 5 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1. de huidige tekst van het artikel wordt § 1;
2. hetzelfde artikel wordt aangevuld met een § 2 en een § 3, luidend als volgt:

«§ 2. In afwijking van § 1, 2^o, neemt de Staat 50 pct. van de maatschappelijke dienstverlening ten laste binnen de beperkingen bepaald krachtens artikel 11, § 2, toegekend in geld of in natura aan de vreemdeling die zich vluchteling verklaard heeft of die aangevraagd heeft om als vluchteling te worden erkend, wanneer deze persoon niet verblijft:

a) op het grondgebied van de gemeente bepaald krachtens artikel 54 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen

noch

b) op het grondgebied van de gemeente in wiens vreemdelingenregister hij ingeschreven is.

Het vorige lid is niet van toepassing indien het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de gemeente kan bewijzen dat het of dat zij op zijn of haar grondgebied een behoorlijk en aan het inkomen van de kandidaat-vluchteling aangepast openbaar of privé logies heeft aangeboden.

Indien meerdere aangrenzende of nabij gelegen gemeenten, die samen een maximum van vijftigduizend inwoners tellen, of de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van deze gemeenten, bij overeenkomst samenwerken om ten behoeve van kandidaat-vluchtelingen het aanbieden van logies te organiseren, wordt het logies aangeboden aan één dezer kandidaten geacht aangeboden te zijn op het grondgebied van de samenwerkende gemeente of van de gemeente waarvan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn samenwerkt, zoals dit is bepaald in het eerste lid, *a)*, of bedoeld in het eerste lid *b)* in zoverre:

1^o elke betrokken gemeente en elk betrokken openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn slechts partij is in een van deze samenwerkingsovereenkomsten en,

2^o indien een gemeente en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van die gemeente beide deelnemen aan een dergelijke samenwerking, zij partij zijn in en een dezelfde overeenkomst.

La disposition de l'alinéa 1^{er} s'applique jusqu'au moment où la qualité de réfugié est reconnue au candidat ou jusqu'au moment où il bénéficie d'une assistance sociale en vertu de l'article 57, § 2, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale, modifié par la loi du 30 décembre 1992.

§ 3. Lorsqu'il est fait application du § 2, alinéa 1^{er}, du présent article, l'Etat répartit un montant équivalent à celui qui est remboursé au centre public d'aide sociale en vertu de cette disposition, entre les centres publics d'aide sociale des communes sous le nom desquelles le ministre compétent ou son représentant ne peut pas inscrire de candidats supplémentaires dans le registre d'attente, en vertu des critères de répartition harmonieuse visés à l'article 54, § 1^{er}, alinéa 3, 2^o, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Le Roi fixe les modalités de cette répartition. »

De bepaling van het eerste lid is van toepassing totdat de kandidaat als vluchteling wordt erkend of totdat de kandidaat als vluchteling wordt erkend of totdat hij een maatschappelijke dienstverlening geniet krachtens artikel 57, § 2, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, gewijzigd bij de wet van 30 december 1992.

§ 3. Wanneer § 2, eerste lid, van dit artikel toegepast wordt, verdeelt de Staat een bedrag gelijk aan wat terugbetaald wordt aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn krachtens deze bepaling, tussen de openbare centra voor maatschappelijk welzijn van de gemeente onder wiens naam de bevoegde minister of zijn afgevaardigde geen bijkomende kandidaten in het wachtregister mag inschrijven, krachtens de criteria voor een harmonieuze spreiding bedoeld in artikel 54, § 1, derde lid, 2^o, van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van de vreemdelingen.

De Koning bepaalt de nadere regels van deze spreiding. »